

Vent nouveau ou avis de tempête?

C'est assez étonnant. Le gouvernement DP-LSAP-Gréng avait promis de changer la société luxembourgeoise, de la faire bouger. Cinq mois à peine depuis son installation, il y parvient. Mais probablement pas de la manière qu'il avait souhaitée. Aujourd'hui encore, il a réussi à faire bouger les élèves et les étudiants (un article suivra). Contrairement à ce que certains pourraient penser, les élèves ne font pas grève si facilement. Les mobilisations de masse ne sont jamais sans fondement. Le ministre de l'Education nationale a fait de la pédagogie sans le vouloir : une grève lycéenne et estudiantine est plus formatrice que cent heures d'instruction civique.

En vérité, le gouvernement tout entier fait de la pédagogie politique sans le vouloir. Fini le brouillage idéologique à la Juncker qui savait parler aux petits mais entendait les grands. Le gouvernement actuel parle aux grands, n'écoute qu'eux et n'entend rien d'autre. Claude Meisch est sincère lorsqu'il se dit étonné de la virulence avec laquelle les étudiants ont réagi à sa proposition de réforme des aides financières. A l'instar de bon nombre de ses amis de la coalition, il ne comprend pas où le bât blesse.

Ils ne comprennent pas qu'ils ne comprennent pas

L'autisme politique va très loin. Le gouvernement Bettel-Schneider-Braz part du postulat suivant : en temps de crise, les gens « comprennent » la nécessité de faire des économies. S'y rajoute la conviction que les Luxembourgeois, habitués ces dernières décennies à un rythme de vie confortable, seraient

conscients qu'il faille le réduire. De plus, ce gouvernement s'en espère les lauriers du courage politique.

Ce que ce gouvernement ne comprend pas, c'est que tout le monde ne pense pas comme lui. Au moins depuis 2008, depuis l'éclatement de la grande crise du capitalisme, il y a une prise de conscience que les difficultés que nous traversons ne sont pas dues à des dépenses publiques ou un pouvoir étatique exagérés. Car le contraire est vrai. LehmanBrothers, Goldman & Sachs, etc... sont des noms que l'on ne doit même plus expliquer (d'ailleurs, nous n'allons même pas y ajouter d'hyperlien pour le coup, puisque vous savez ce dont il s'agit).

C'est même entré dans la culture populaire : [The Wolf of Wallstreet](#) a explosé les box-office. Moins populaire, mais qui fait tout autant de bruit : le livre de l'économiste [Thomas Piketty](#), « Le capital au 21ème siècle », relate méthodiquement que le capitalisme génère les inégalités sociales (pour ceux qui en doutaient encore). La nouvelle est moins spectaculaire que le travail fourni, mais la réputation de « sérieux » de Piketty a le mérite de faire réfléchir jusqu'au centre-gauche.

The wolves of Wallstreet

A moins qu'il ne change fondamentalement de cap, ce gouvernement est voué à l'échec. La première raison est fondamentale : jamais, nulle part, une politique libérale d'austérité n'a relancé la machine économique d'un pays (et certainement pas dans un contexte de récession) et certainement pas au profit des travailleurs. Parfois, les libéraux ont dû recourir à la manière forte, en imposant ces mesures en s'appuyant sur les militaires, comme ce fut le cas en Amérique latine.

Deuxièmement : ce gouvernement, le DP particulièrement, ne peut pas revenir sur ce cap, car il n'y survivrait pas. Le DP,

à la différence du LSAP, n'est pas du genre à se renier. Après tout, c'est sa « classe », sa « clientèle », son idéologie, qui domine la politique. C'est le paradoxe des libéraux : cette famille politique a beau être marginale au niveau européen, c'est son idéologie qui imprègne la politique.

Les deux autres grandes familles politiques européennes, sociaux-démocrates et chrétien-démocrates, n'ont fait que s'y adapter. Dans une [interview parue dans le woxx](#) d'aujourd'hui, le secrétaire général des JDL (Jeunesse démocratique et libérale) se félicite même, à juste titre, de la disproportion de l'influence de sa famille politique, revendiquant par exemple la paternité de [TAFTA](#).

Il sera donc intéressant de voir jusqu'où les socialistes et les Verts pourront survivre à cette coalition. Surtout les socialistes, qui doivent commencer à se rendre compte que si le CSV leur faisait avaler des couleuvres, le DP leur sert des vipères. La différence entre les deux espèces étant que les vipères, à la différence des couleuvres, sont venimeuses.

Après les couleuvres, les vipères!

Cela ne fait pas cinq ans mais cinq mois que le DP – pardon, le gouvernement – est au pouvoir. Et on ne peut pas lui reprocher d'être inactif. Déjà, presque tous les domaines de la politique sont marqués au fer bleu. Réalisations, projets ou simples ballons d'essais retirés prématurément (ou provisoirement), l'idéologie libérale domine :

C'est naturellement le cas des **aides financière pour étudiants**, point sur lequel nous n'avons pas besoin de revenir, dont la finalité est la réduction des dépenses. Mais les enseignants non plus ne sont pas épargnés, avec la tentative du ministre d'abolir la « décharge pour ancienneté ».

Le monde universitaire lui aussi est ébranlé : la réduction de l'allocation de l'Etat à **l'Université du Luxembourg** [a même](#)

[fait sortir le pourtant très libéral recteur Rolf Tarrach de sa réserve](#), qui ne sait pas comment l'Université pourra se financer correctement, allant jusqu'à se voir obligé de repousser le déménagement à Belval aux calendes grecques.

Pour rester dans l'immatériel, le monde culturel et scientifique en prend pour son grade : l'annulation de **l'exposition sur le Luxembourg pendant la Première Guerre mondiale** a provoqué l'indignation d'un milieu académique pourtant plutôt sage.

Dans la foulée, la ministre de la Culture annonce également qu'elle met à plat la **politique de subvention des associations culturelles**. A froid, sans concertation, et en plongeant beaucoup d'associations dans des difficultés de planification.

Redevenons matériels : la **hausse de la TVA**, qui grèvera en moyenne le budget personnel annuel par de 480 euros, du smicard au milliardaire (très peu de « sélectivité sociale » pour le coup).

Très matérielle est également la réforme des prestations familiales. Après les déclarations de la ministre de tutelle, en tout début de mandat, qui ont laissé entendre là aussi une réduction, on n'en entend plus rien. Le gouvernement a peut-être compris qu'il ne fallait pas trop charger la mule. Mais ce n'est que partie remise.

Ce n'était peut-être qu'un ballon d'essai, il a éclaté, mais, comme on dit, c'est l'intention qui compte : L'introduction des [intérêts notionnels](#) a finalement été laissé tomber. Cette mesure n'avait pas bénéficié d'une grande publicité de la part du gouvernement, et pour cause. Il fallut que l'ancien Premier ministre, qui n'est pas un novice en la matière, la dévoilât pour provoquer une levée de boucliers tous azimuts. Pendant ce temps toutefois, le gouvernement se tait sur la pratique très problématique du « Ruling », c'est-à-dire des petits arrangements entre le fisc luxembourgeois et des investisseurs potentiels. Oui, c'est une pratique très sélective, à défaut

d'être sociale.

Et puis il y a le chômage. Le ministre de l'Emploi, Nicolas Schmit, a annoncé une **réforme des critères d'octroi du chômage**. En clair, les chômeurs seront soumis à un nouveau régime, plus restrictif, plus serré. Ça sent très fort le [« Hartz IV »](#), la réforme-phare de Gerhard Schröder, dont le succès n'est vanté que par les milieux patronaux, mais qui a coûté au chancelier social-démocrate son poste.

Mais Bruxelles est contente!

Que faudra-t-il encore ajouter (ou retrancher) à cette liste ? L'ancien président du LSAP Alex Bodry, qui, sentant vite que cette politique peut tourner au vinaigre, avait rappelé la revendication socialiste de l'introduction d'un « impôt pour les riches » (« Räichesteier ») – en fait une légère augmentation du taux maximal d'imposition. Elle n'a pas été entendue par Xavier Bettel, qui considère toute imposition sur les revenus plus importants comme du « poison ». Bodry est l'un des rares dirigeants socialistes à connaître la raison d'être de son parti. Mais ce qui n'est pas le cas de son successeur.

Il serait faux de penser que personne ne comprend la politique du gouvernement. Les agences de notation la comprennent très bien. Le Luxembourg gardera son « triple A ». Cette bonne note n'est pas décernée aux Etats qui « gèrent bien », mais à ceux qui satisfont aux exigences des marchés financiers et spéculateurs en tous genres. Après tout, ces agences leur appartiennent. Et ce sont eux également qui dictent leur politique à la Commission de Bruxelles, des trucs du genre « Pacte de stabilité ». Alors, à chaque fois, comme ce fut le cas cette semaine lors des débats budgétaires, que l'ultralibéral ministre des Finances Pierre Gramegna se félicite de recevoir un sucre à croquer de Moody's ou une caresse de Bruxelles, il faut se méfier.